

BILAN DU PLAN “TOLÉRANCE ZÉRO”

Il constitue une fantastique victoire contre le crime. Le plan “Tolérance Zéro” a réduit le taux de criminalité à New York de 80%. Au début de ce Programme, en 1994, la population préférerait circuler en taxi, craignant les dangers du métro. Aujourd’hui, environ trois millions de personnes utilisent, chaque jour, le métro de New York.

On assiste, donc, au retour de la confiance: de janvier à septembre 2001, avant la tragédie du World Trade Center, trente et un millions de touristes ont visité New York. De Septembre 2001 à septembre 2002, trente deux millions de touristes sont allés à New York. C’est sans doute un “système policier modèle”. Mais il a cependant ses lacunes.

La première lacune est la suivante: la violence policière a remarquablement augmenté. L’affaire John Diamond, un noir, sans arme, abattu par des policiers en mars 2001, en est une illustration. Le nouveau maire de New York, Michael Bloomberg, travaille à un projet de réduction de la violence en question.

La deuxième lacune est l’augmentation du nombre de plaintes pour racisme des policiers, particulièrement à l’encontre des noirs, des arabes et des latinos.

La troisième lacune est constituée par les menaces pour la vie privée des individus, qui sont dues à une concentration d’informations du domaine intime, grâce à l’utilisation de caméras-vidéo, notamment sur l’île de Manhattan.

Un new-yorkais est filmé au moins onze fois par jour par des caméras miniaturisées, telles des champignons. Elles sont dissimulées ou visibles aux coins des rues, jusque dans les taxis, pour éviter les vols à main armée ou les crimes.

CONCLUSION

Le plan “Tolérance Zéro” a ses imperfections. Mais il est un succès. Il a prouvé que la criminalité sans contrôle produit de plus en plus de misère humaine.

Sans doute, l’exemple de ce plan devrait inspirer ceux qui nous gouvernent.

EGUZKILORE

Número 17.
San Sebastián
Diciembre 2003
213 - 221

SOCIÉTÉS MULTICULTURELLES, CRIMINALITÉ ET VICTIMISATION

Denis SZABO

*Centre International de Criminologie Comparée
Université de Montréal*

Resumen: La fractura social que sufren las sociedades multiculturales agrava las crisis que padecen con respecto a la socialización de las jóvenes generaciones. Partiendo del concepto de sociedad multicultural, se analizan los problemas de la criminalidad en este contexto, apuntando algunas consideraciones sobre la victimización diferencial observada entre los inmigrantes. El desarrollo de una política penal y social adecuada a las nuevas situaciones generadas debe adaptarse a los grandes problemas que plantea el cambio social.

Laburpena: Gizarte multikulturalak jasaten ari diren krisiaren ondorioz, gazteen bergizarteratze prozesuak ere zailago egiten dituzte. Gizarte multikulturalaren konzeptuaz hasita, kriminalitateak kontextu honetan ematen dituen arazoak azaltzen dira, inmigranteen artean ematen den biktimizazioari buruzko analisia egin ondoren. Politika penal eta sozial baten garapenak, gaitasuna izan behar du gizartea jasaten ari den aldaketari aurre egiteko.

Résumé: La rupture sociale des sociétés multiculturelles aggrave les crises qu'ils souffrent par rapport à la socialisation des jeunes générations. En partant du concept de société multiculturelle, on analyse les problèmes de la criminalité dans ce contexte, en signalant quelques considérations sur la victimisation différentiel observée entre les immigrants. Le développement d'une politique pénale et sociale adéquate aux nouvelles situations doit s'adapter aux grands problèmes que pose le changement social.

Summary: The social fracture that multicultural societies suffer aggravates the crises in connection with the socialization of young generations. Starting from the concept of multicultural society, the problems of criminality in this context are analyzed, aiming some considerations on the differential victimization observed between the immigrants. The development of an adequate penal and social policy to the new situations must be adapted to the great problems that social changes create.

Palabras clave: Sociedades multiculturales, Criminalidad, Victimización, Política Criminal.

Hitzik garrantzizkoenak: Gizarte multikulturalak, Kriminalitatea, Biktimizazioa, Politika Kriminala.

Mots clef: Sociétés multiculturelles, Criminalité, Victimisation, Politique Criminelle.

Key words: Multicultural societies, Criminality, Victimization, Criminal Policy.

Nous traiterons successivement:

- A) du concept de la société multiculturelle
- B) des problèmes de la criminalité dans ce type de société
- C) de la victimisation différentielle

* * *

A) À leur naissance, les hommes sont socialisés et humanisés par leur mère; ils connaissent une modification importante de leur appareil cérébral, explique D. Juteau (1998). Le déblocage de l'appareil préfrontal rend possible un accroissement de la faculté de symbolisation correspondant à l'apparition de l'intellectualité réfléchie. Cette faculté provoque l'apparition d'un dispositif social fondé sur les valeurs culturelles qui fractionnent en ethnies l'espèce humaine. Ainsi, l'évolution humaine n'est plus dominée par des rythmes biologiques mais par des phénomènes sociaux, continue-elle. Chez l'Homo Sapiens, les subdivisions des espèces et des races sont submergées par celles des ethnies. Celles-ci deviennent ainsi les formes caractéristiques des groupements humains. C'est à cette espèce zoologique ethnique que correspond une mémoire sociale dominée par le langage. C'est la mémoire collective qui articule la culture. Elle est la culture (D. Juteau). Op. cit.

L'ethnisation des nouveaux-nés est l'humanisation de la génération future. Ce capital ethnique se situe au plus profond de la mémoire collective. Il est géré par la famille qui constitue la première couche de la stratification ethnique. C'est là que se forme l'*identité*. Celle-ci se définit comme suit: "l'homme se donne une identité en acceptant, comme principes de ses pensées et de ses actes, des valeurs qui forment un ensemble cohérent. Il se pénétrera d'autant plus facilement de ces valeurs qu'une telle cohérence existe aussi dans la culture où il vit". (Kerkhofs et Moore, 1983, p. 9).

* * *

Comment se présente l'homogénéité culturelle dans la modernité? Une culture homogène naît dans la société industrielle et rend possible une expérience commune d'une communauté de culture qui renforce diverses formes de socialisation gérées par l'État (Gellner, 1983). Les facteurs suivants sont à l'œuvre:

- a) structure de classe ouverte et idéologie de mobilité sociale et géographique, égalité de la communication entre les groupes et individus;
- b) conception du savoir comme acquisition et application de rationalité en vue d'une maîtrise et d'une efficacité; notion d'une continuité de l'univers à reconstituer, à la différence des sociétés agraires qui concevaient l'ordre humain et matériel, comme une multiplicité d'univers distincts sans liens entre eux;
- c) vision d'un progrès et d'un enrichissement permanent;

- d) division du travail évolutive et complexe selon laquelle les rôles occupationnels ne sont ni assignés ni permanents;
- e) scolarisation minimale de tous, nécessaire en raison de la multiplication des tâches techniques et de la division des rôles selon le savoir et non selon la naissance;
- f) présence d'un corps d'agences chargées du maintien de l'ordre et de la gestion de l'État. Les individus désignés pour servir l'État ne peuvent remplir d'autres tâches comme dans les sociétés agraires ou pastorales;
- g) l'État détient seul la légitimité et les moyens d'imposer cette culture homogène; il devient la base d'une nouvelle identification collective (Gellner, 1983).

En somme, l'identité se forme dans le milieu ethnique, s'articule grâce aux valeurs et s'intègre dans la modernité gérée par L'État.

La société multiculturelle à caractère ethnique, et à identité parfois multiple, fait face au défi de la mondialisation. Dès le dernier tiers du XX^e siècle, celle-ci amplifie les mouvements migratoires, principalement du Sud vers le Nord, accessoirement de l'Est vers l'Ouest. Ces mouvements planétaires constituent les changements et les transformations majeures des sociétés occidentales du XXI^e siècle. À la modernité et aux sociétés partiellement intégrées (Szabo, 1993) succède la post-modernité à caractère multiculturel. Ces sociétés sont de moins en moins intégrées autour des valeurs fondatrices.

Les avantages socio-économiques de la libération des mouvements migratoires sont immenses aussi bien pour les pays pauvres du Sud et de l'Est que pour les pays riches du Nord. Cependant, la condition indispensable du succès consiste en la réduction et la neutralisation des résistances politiques suscitée par l'immigration massive auprès des sociétés d'accueil. La dynamique novatrice des marchés capitalistes peut, voire doit, absorber des quantités croissantes de travailleurs immigrés et de leurs familles (The Economist, 2002).

La stabilité relative et l'intégration partielle des sociétés industrielles modernes développées au cours du XIX^e et du XX^e siècles sont sérieusement mises en cause par ces mouvements migratoires qui paraissent irrésistibles. Les travailleurs non-qualifiés sont tout aussi nécessaires que ceux qui sont hautement qualifiés (brain drain) pour le développement des sociétés post-industrielles du Nord. Toutefois, la proportion croissante des immigrés originaires de culture non judéo-chrétienne, islamiste et bouddhiste entre autres, crée des problèmes d'assimilation particulièrement difficiles pour les deuxièmes ou troisièmes générations. L'immigration massive suscite, par conséquent, des tensions, voire des conflits au sein des sociétés d'accueil.

Quelques chiffres illustrent l'ampleur du problème: 21% des immigrés aux Etats-Unis ont une formation universitaire. Cette proportion est 3 fois supérieure à celle de la population autochtone locale. En revanche et par contraste, la proportion des immigrés dont la scolarisation est inférieure à neuf années est trois fois plus élevée que la proportion correspondante de la population d'accueil.

Les conséquences négatives de ce déficit de scolarisation chez les immigrés sont lourdes de menace. Elles ne pèsent pas seulement au niveau des salaires des populations autochtones sous-scolarisées, mais elles constituent également une menace pour les classes moyennes. En effet, le taux de naissances des pays du Nord est souvent en dessous du taux de remplacement des générations. Les enfants d'immigrés sous-scolarisés contribuent à l'accroissement des jeunes ayant un grave déficit d'éducation et de formation professionnelles. Les jeunes joignent le noyau dur de l'"UNDER-CLASS": un nouveau-né sur 5 en Suisse, un sur 8 en Allemagne et au Royaume-Uni naissent de mère pauvre, souvent célibataire et immigrée.

Le défi de l'intégration des immigrés dans les sociétés de plus en plus multiculturelles se présente tant en Europe occidentale qu'en Amérique du Nord. Trois pourcent de la population mondiale, soit 150 millions de personnes, se déplacent sur le plan international. Un million d'immigrés entrent par année aux États-Unis; 500,000 y entrent illégalement. Actuellement, 36% de la population de la ville de New York sont nés à l'étranger.

En Europe, la situation semble tout aussi dramatique. La Grèce, par exemple, pays d'émigration traditionnelle, a vu, en 2000, sa population augmenter d'un million de personnes, entre 1999-2000, alors que l'accroissement naturel ne montait qu'à 40,000 personnes. On relève des proportions similaires également dans les pays du Sud-Est Asiatique.

Trois forces puissantes motivent ces mouvements migratoires: la première est l'espoir d'améliorer les conditions matérielles d'existence, la deuxième a trait à l'insécurité menaçant la vie, les libertés et les propriétés des habitants et la troisième est le développement massif des télécommunications entre familles et parents, voire voisins et compatriotes à travers les continents. L'accueil est préparé en "famille" (la majorité des immigrés de Bengla-Desh au Royaume-Uni est originaire du district rural de SYLHET).

En somme, les mécanismes du marché, dans un contexte de *mondialisation*, favorisent puissamment des mouvements migratoires internationales et intercontinentales. En termes économiques et à courte vue, tout le monde est gagnant. Le déficit de main-d'œuvre des sociétés d'accueil est comblé ainsi que le revenu des candidats à l'immigration.

Mais les tensions survenues au sein des sociétés multiculturelles, la baisse de niveau d'intégration et les difficultés d'adaptation socio-économiques et culturelles de deuxième et troisième générations d'immigrants, originaires souvent d'une culture non judéo-chrétienne, créent de graves problèmes.

B) Multiculturalisme et criminalité. Le sentiment d'identité faiblit dans les sociétés multiculturelles partiellement intégrées. Parfois, on note même l'apparition d'identités multiples durant certaines phases historiques des sociétés. L'intégration sociale en faiblit autant.

En plus des sous-cultures bien connues, une "under-class" se constitue. Elle est la source majeure d'une criminalité, souvent endémique, tant contre les personnes

que les biens. Un sentiment d'insécurité croissant caractérise, par conséquent, les sociétés post-industrielles (Voir Murray 1983, Novak 1988, Wilson et Herrenstein 1985).

Trois critères permettent de déceler l'existence d'une "under-class" au sein d'une société multiculturelle: 1) le taux élevé du chômage des jeunes mâles, 2) la proportion élevée des délits de violence dans l'ensemble de la criminalité et 3) les naissances illégitimes. Les membres de l'"under-class" sont sous-socialisés. Lorsque l'importance de celle-ci atteint une certaine dimension, la qualité de la vie sociale du milieu environnant est sérieusement touchée.

Le chômage des jeunes interrompt une socialisation intégrative orientée vers la vie productive et responsable. Alors que l'emploi n'a pas baissé entre 1989 et 1999 au Royaume-Uni, le chômage s'est accru de moitié dans la classe d'âge de 20 à 24 ans. Les taux de délits de violence et de délits contre la propriété y ont dépassé les taux américains, déjà parmi les plus élevés du monde occidental. Il est vrai que les taux américains demeurent plus élevés pour les homicides et les vols à main armée. Toutefois, ces crimes graves ne constituent qu'une petite fraction du chiffre global des délits de violence ou des délits contre les biens.

Notons qu'au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e, les Etats-Unis furent considérés comme une société violente, troublée par l'insécurité et caractérisée par le manque de respect des lois. Durant la même période, la société anglaise était considérée comme une des sociétés les plus civilisées du monde. La liberté et le respect des lois y étaient compatibles; ce fut la preuve qu'une société civile, libérale et sécuritaire était possible. Or, il n'en est rien aujourd'hui, relève Murray. L'Angleterre rejoint les pays riches post-industriels ayant un haut taux de criminalité et un haut degré d'insécurité.

* * *

Que s'est-il passé? La prévention et la répression de la délinquance furent élevées jusqu'aux années 1970. Les risques de se faire arrêter et d'être privé de liberté a cependant diminué dramatiquement durant le dernier quart du XX^e siècle.

Pourtant, au cours du deux tiers du XX^e siècle, le réseau de sécurité sociale et les prestations de Bien-Être social de l'État se sont considérablement développés. De plus, personne ne peut affirmer que les pauvres ou les gens moins riches soient plus violents ou moins respectueux de la propriété et des lois que les autres catégories sociales. Or, la société de classe rigide et d'allure archaïque fut encore très visible au cours de la première moitié du XX^e siècle.

Mais le pays tout entier, note Murray, partageait largement l'idée de ce qu'est un comportement décent et civilisé. L'identité que nous avons définie plus haut et qui est basée sur les valeurs assurait une stabilité, un consensus largement partagé par tous. Il s'en suit que le taux de criminalité fut relativement peu élevé.

En effet, la décision rationnelle de commettre un crime peut être influencée par des mesures préventives et répressives accrues. Il n'en va pas de même des compor-

tements motivés par des impulsions subits; celles-ci résultent non pas de calculs rationnels, mais d'un déficit de socialisation. Ces conduites et ces actes caractérisent les membres de l'"under-class". Pour se défendre, la société utilise l'"élimination", l'"incapacitation" en anglais; on retire, on élimine le délinquant de la société: on l'emprisonne.

* * *

La proportion des naissances hors mariage affecte profondément ce lieu majeur de socialisation qu'est la famille. Toujours au Royaume-Uni, ce taux a connu un accroissement dramatique: en 1959 un enfant sur douze est né d'une mère célibataire. En 1979, c'est un sur neuf, un sur quatre en 1989 et un sur trois en 1999. La tolérance à l'égard de ce phénomène semble sans limite; les organisations ou arrangements familiaux alternatifs fourmillent. Si ces faits sont incontestables et si cette tendance d'évolution sociale semble solide, il est tout aussi évident qu'une famille composée d'une mère et d'un père biologique constitue le plus naturel lien de socialisation de l'enfant. Les recherches indiquent que les parents biologiques sont meilleurs "socialisateurs" que les parents divorcés et que ceux-ci réussissent mieux que les mères célibataires dans l'éducation des enfants. De plus, on relève que la majorité des abus sexuels au sein de la famille sont attribuables aux "pères de substitution".

Il faut ajouter que le chômage des jeunes ainsi que les naissances illégitimes ne sont pas distribués au hasard dans la société. Ils ont tendance à se concentrer dans des zones, des régions ou des quartiers à dominance multiculturelle. Là, ces taux peuvent atteindre ou même dépasser les 50%. En effet, on divorce plus tard dans les classes moyennes; les enfants sont déjà élevés.

* * *

Cette fracture sociale à base culturelle continuera à croître, selon Murray. La société et ses élites, en particulier, ne semblent pas disposés à changer ni les normes ni les valeurs sous-jacentes à ces comportements.

Il importe de réaliser le prix de cette tolérance qui consiste en une répression accrue visant l'exclusion de la société de larges couches de la population. La population carcérale des Etats-Unis dépasse les deux millions de détenus. L'Angleterre devrait multiplier par 10 le nombre de ses détenus si elle veut réduire seulement de 25% le nombre de crimes de violence. Le prix de développement de l'"under-class" est en effet fort élevé. Sommes-nous disposés à l'assumer?

Près de 40% des naissances illégitimes rend problématique la capacité de nos sociétés multiculturelles d'assurer la sécurité des biens et des personnes ainsi que le respect des lois et de l'ordre public. Devant l'absence d'une volonté de restauration des valeurs, base de l'identité et de la moralité, le prix à payer pour notre sécurité ne cessera de croître: plus de prison et moins de liberté pour assurer la sécurité. Soulignons que les charges pour payer ces prix sont inégalement réparties entre les habitants des beaux quartiers, culturellement plus homogènes, et les quartiers à dominances multiculturelles.

C) Quelques considérations sur la victimisation différentielle

Le taux de victimisation est loin d'être réparti également entre les divers segments des sociétés multiculturelles. Nous venons de voir comment l'accroissement de l'une des classes augmente la victimisation dans les quartiers pauvres de la société urbaine post-industrielle. Voici un premier constat, incontestable et lourd de conséquences pour l'établissement d'une politique sociale juste et anti-criminelle.

Il existe des catégories sociales plus exposées à la victimisation, voire à une multiple victimisation. Il s'agit des immigrés clandestins, des femmes et des enfants soumis à des conditions de travail et d'exploitation inhumaine et criminelle. C'est le trafic des êtres humains.

Le "Programme global" des Nations-Unis contre le trafic des êtres humains, promulgué en décembre 2002 et signé par 123 pays, vise à réprimer le trafic qui touche l'exploitation du travail clandestin, l'esclavage et l'exploitation des enfants ainsi que l'exploitation et l'esclavage sexuel des femmes (Aronovitz, 2002).

La convention prévoit aussi la protection des témoins, la collaboration policière et judiciaire internationale ainsi que des mesures empêchant l'infiltration du crime organisé dans l'appareil et les procédures judiciaires.

* * *

Deux protocoles précisent la portée de la convention: l'un définit le crime organisé comme l'association d'au moins trois personnes pour commettre le délit durant une certaine période. La contrebande des migrants désigne la pratique visant l'entrée clandestine des personnes afin d'en tirer des bénéfices matériels dans un pays étranger dont ils ne sont ni les résidents ni les citoyens.

Le second protocole concerne le trafic des êtres humains. Celui-ci consiste dans le recrutement, la transportation et la prise en charge des personnes par des méthodes coercitives et frauduleuses en vue d'une exploitation matérielle. L'exploitation comprend la prostitution, le travail forcé, l'esclavage, la servitude ou le retrait des organes. Ce trafic inclut trois éléments séparés: un acte criminel (le recrutement, l'accueil, le transfert des personnes), les moyens utilisés pour accomplir cet acte (menaces, tromperie, enlèvement, etc.) et l'intention criminelle (l'exploitation de l'acte). La présence simultanée de chacun de ces éléments est nécessaire pour constituer un délit.

Un problème particulier se pose quant au consentement de la victime. Elle ignore parfois l'objectif du déplacement, l'étendue des contraintes dont elle sera assujettie. Plusieurs degrés de victimisation peuvent être relevés à partir de l'enlèvement jusqu'aux contrats signés mais non respectés ou la falsification et l'établissement de faux documents. La victimisation se déroule en trois phases: le recrutement (promesses frauduleuses, enlèvement, etc.), le transfert et l'infiltration clandestine (emprisonnement, contraintes physiques privées, corruption des fonctionnaires, etc.) et finalement l'exploitation (extorsion, chantage, esclavage, séquestration, viol, prostitution, etc.).

* * *

L'immigré illégal est sujet à de multiples victimisations dans la société d'accueil. Sans protection légale, il est à la merci de ceux qui veulent l'exploiter au maximum.

L'UNICRI (Rome) a fait plusieurs recherches par entrevues pour évaluer l'étendue et les caractéristiques des abus dont sont victimes des immigrants clandestins. Pour des raisons compréhensibles, la portée de ces études sont très limitées faute de collaboration des parties intéressées. Une très petite minorité de victimes a recours, en effet, à l'assistance consulaire. Le chiffre noir dans la victimisation des immigrants clandestins est parmi les plus élevés. Pourtant, selon le Département d'État américain, plus de 700.000 personnes dans le monde sont sujets aux abus.

Notons, pour mémoire, que les minorités visibles, dans la plupart des sociétés, sont victimes de discrimination, de pratiques abusives résultant de préjugés souvent enracinés. Cette discrimination ne relève pas toujours du champ pénal bien que dans plusieurs pays, on a introduit la répression des paroles, des écrits...etc. propageant la haine raciale. Les sociétés multiculturelles sont plus exposées que d'autres à des pratiques résultant de la victimisation ou de la discrimination contre les minorités. Seules les campagnes d'information et d'éducation du public peuvent empêcher la résurgence du spectre de l'holocauste ou du génocide. Des incidents fréquents survenus à travers le monde nous mettent en garde et appellent à la vigilance.

CONCLUSION

Nous avons vu que l'insécurité et la victimisation sont tributaires des sociétés ethniquement divisées, des sociétés multiculturelles. Nous avons constaté également que les forces puissantes de la mondialisation amplifient les mouvements migratoires tant légaux que clandestins.

La fracture sociale qui traverse les sociétés multiculturelles aggrave les crises que connaissent les sociétés occidentales dans la socialisation des jeunes générations. L'ébranlement et la délégitimation de l'institution familiale frappe plus durement les membres de la deuxième ou troisième génération d'immigrés, particulièrement s'il s'agit de minorités visibles ou appartenant à d'autres cultures que celles des sociétés d'accueil.

Le développement d'une "under-class" représente une menace non négligeable à nos institutions démocratiques et à notre qualité de vie. La politique pénale et sociale du XXI^e siècle doit s'adapter aux grands problèmes que pose le changement social induit par des sociétés de plus en plus multiculturelles.

RÉFÉRENCES

JUTEAU, Danielle, *L'ethnicité et ses frontières*. Montréal, PUM, 1998.

BOUCHARD, Gérard et LAMONDE, Daniel, *La nation dans tous ses états*. Paris, l'Harmattan, 1997.

CSEPELI, György, *National Identity in Contemporary Hungary*. Columbia, UP, 1997.

"The Longest Journey. A Survey of Migration". *The Economist*, 2 novembre 2002.

- KERKHOFS, J. et MOORE, R.A. p. 9 STOETZEL, J. *Les valeurs du temps présent*. Paris, PUF, 1983.
- GELLNER, E. *Nations and Nationalism*. Oxford, Blackwell, pp. 43 et suivants, 1983.
- WILSON, J.Q. et HERRENSTEIN, R.J. *Crime and Human Nature*. N.Y. Simone and Chuster, 1985.
- MURRAY, Ch. The British Under-Class in Public Interest. Winter 1983, pp. 22-48 et fall 2001, no. 145.
- NOVAK, M. *Force de caractère et crime*. Paris, VRIN, 1988.
- ARONOWITZ, A. *Victimisation of Trafficked Persons and Illegal Migrants in International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*. Vol. 26, no. 2, 2002.
- SZABO, Denis. *De l'anthropologie à la criminologie comparée*. Paris, VRIN, 1993.

